



**CONSEIL DE COMMUNAUTE  
VENDREDI 28 SEPTEMBRE 2018**

L'an deux mille dix huit, le vingt huit septembre , à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

**Présents**

LECLERC Patrick, BESCOND Yvon, FORTIN Laurence, LE TYRANT Jean-Claude, GOALEC Bernard, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, MORVAN Marie-Claude, POUPON Julien, BERVAS Viviane, COJEAN Michel, CORNILY Karine, CORRE Michel, CRENN Jean, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, GUILLOU Jacques, HERROU Monique, JÉZÉQUEL Marc, KERVERN Laurence, LE GUILLOU-HÉNAFF Sylvie, LEBALLEUR Pierre, MAHÉ Marie-Line, MAILFERT Gilles, MERDY Marie-Thérèse, MORVAN Henri, MOULLEC Yvan, OMNÈS Elisabeth, PHILIPPE Georges, PITON Jean-Jacques, PONT Annie, ROUBY Solenn, SERGENT André, TANGUY Anne, TRMAL Marie-France

**Secrétaire de séance**

MORVAN Marie-Claude

**Excusés**

GUILLORÉ Alexandra (pouvoir à LECLERC Patrick)  
ANDRÉ Robert (pouvoir à LE GUILLOU-HÉNAFF Sylvie)  
BÉGOC Marie-Hélène (pouvoir à PHILIPPE Georges)  
BONIZ Jean-Jacques (pouvoir à MOULLEC Yvan)  
BRIANT Hervé (pouvoir à MAHÉ Marie-Line)  
CUNIN Marie-José (pouvoir à OMNÈS Elisabeth)  
KERLAN Frédéric (pouvoir à TRMAL Marie-France)  
MASCLEF Evelyne (pouvoir à CRENN Jean)  
RIOU Michel (pouvoir à ROUBY Solenn)  
TANDÉO Gilles (pouvoir à LE TYRANT Jean-Claude)

**Absents**

CANN Joël, LE GUEN Jean-René, PAGE Marie-Renée

## Conseil de Communauté du 28 septembre 2018

### Délibération n° DCC2018\_049

<b>Objet</b>	<b>Centre nautique de Moulin Mer/Logonna Daoulas : Projet d'aménagement de la cale</b>
Rapporteur	Julien POUPON
Service	Services techniques
Thème	Moulin Mer

#### EXPOSÉ DES MOTIFS :

Le projet initial consistait à garder l'ancienne cale en l'état afin de maintenir l'anse à l'abri des vents dominants. Afin de tenir compte des contraintes du site et ne pas fermer l'anse aux effets des courants, cette cale d'accès doit être bâtie sur pieux.

L'avis favorable du commissaire enquêteur entérinait le projet sous deux angles :

- le code de l'environnement (étude d'impact pour un projet supérieur à 160 000 € HT et inférieur à 1 000 000 € HT),
- le code général de la propriété des personnes publiques (superposition d'affectations).

Ce projet a été estimé à 270 000 € HT en travaux (enveloppe d'opération 355 000 € HT). Il a fait l'objet d'une décision modificative Autorisation de Programme-Crédit de Paiement (AP/CP) et son subventionnement est assuré par les fonds DETR, Contrat de territoire et FSIL.

La consultation lancée en novembre 2017 a donné lieu à une remise d'offres par 4 candidats pour des montants supérieurs à l'enveloppe prévisionnelle de travaux. L'analyse des offres a permis de mesurer l'impact financier prépondérant des travaux maritimes et la nécessité de modifier le projet tout en restant dans les contraintes du site exposées dans le cadre de l'enquête publique. Les entreprises ont été invitées à présenter une nouvelle offre en explorant des solutions techniques moins onéreuses et en prenant en compte une modification du projet répondant aux contraintes et objectifs retenus initialement. Ce nouveau projet vient se substituer en partie à la cale existante, minimisant ainsi l'intervention de moyens nautiques (barge) pour sa construction. En concertation avec le délégataire, sa longueur est également réduite de 12 m (désormais environ 78 m) avec une pente de 8% sur toute la longueur de cale sans palier.

La société CHARRIER est mieux disante pour un montant de 479 540 € HT, soit une plus-value de travaux de 209 540 € HT nécessitant une modification du plan de financement initial.

Au vu de ces évolutions le plan de financement approuvé le 9 décembre 2016 par le conseil de Communauté doit donc être modifié en tenant compte parallèlement de la sollicitation d'une aide de la Communauté auprès de la Région Bretagne au titre du contrat de partenariat 2014-2020 sur laquelle le Comité Unique de Programmation (CUP) du Pays de Brest du 4 juillet 2018 a émis un avis favorable.

Le plan de financement se présente comme suit :

Intitulé dépenses	Montant HT
Travaux	488 000 €
Frais de maîtrise d'œuvre	32 000 €
Frais d'études et contrôle technique	31 000 €
Publicité enquête publique/appel d'offres/DCE	5 000 €
Aléas	14 000 €
<b>Total HT</b>	<b>570 000 €</b>

Intitulé des recettes		Montant HT	Taux
Région contrat de partenariat 2014-2020	En cours d'instruction	157 932 €	27,71 %
DETR programmation 2017	Attribuée	86 000 €	15,09 %
FSIL programmation 2017	Attribuée	68 868 €	12,08 %
Département : contrat de territoire 2015-2020	Attribuée	132 000 €	23,16 %
Maître d'ouvrage : Communauté de communes		125 200 €	21,96 %
<b>Total HT</b>		<b>570 000 €</b>	

## DÉLIBÉRATION :

Vu le code général des collectivités territoriales,  
 Vu les articles L 123-1 à 123-19 du code de l'environnement,  
 Vu l'article 2124-1 du code de la propriété publique,  
 Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas,  
 Vu les délibérations :

- n° 2008-28 en date du 28 février 2008 autorisant le lancement des études et la réalisation d'une cale pour l'accessibilité des personnes handicapées,
- n° 2009-115 en date du 09 octobre 2009 approuvant le plan de financement globalisé avec la rénovation du bâtiment Sein
- n° 2011-32 du 1<sup>er</sup> avril 2011 approuvant une enveloppe complémentaire pour la réalisation des travaux de la cale,
- n° 2015-168 du 11 décembre 2015 approuvant le dossier d'aménagement avant l'enquête publique,
- n° 2016-161 du 09 décembre 2016 approuvant le dossier après enquête publique,
- n° 2017-53 du 28 avril 2017 approuvant le nouveau plan de financement et la sollicitation du FSIL.

Vu l'avis favorable de la Commission Services à la population/ tourisme du 11 septembre 2018

Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire du 28 août 2018

### Le conseil de Communauté à l'unanimité

Pas de participation : 1  
 MORVAN Henri

**Article 1 :** Approuve le projet modifié afin de réduire au maximum les travaux maritimes et réduire le coût de construction, sous réserve d'une approbation par l'autorité environnementale des modifications apportées au dossier dans le cadre d'une nouvelle demande d'examen au cas par cas,

**Article 2 :** Approuve la nouvelle enveloppe financière d'opération d'un montant de 570 000 € HT qui nécessitera une décision modificative budgétaire et une modification de l'AP/CP relatif à cette opération qui seront proposées au conseil de Communauté,

**Article 3 :** Autorise le président à solliciter les fonds du contrat de partenariat 2014/2020 du pays de Brest auprès de la Région Bretagne.

Envoyé en préfecture le 02/10/2018

Reçu en préfecture le 02/10/2018

Affiché le

ID : 029-242900801-20181002-DCC2018\_049-DE